

# CAMPAGNE 2000 METTONS FIN À LA PAUVRETÉ DES ENFANTS ET DES FAMILLES

**RÉPONSE AU BUDGET FÉDÉRAL**

**24 MARS 2017**

**TORONTO** – Le Budget 2017 contient des avancées dans certains domaines cruciaux pour réduire la pauvreté des enfants et des familles au Canada. Notamment, il s'attaque aux iniquités entre les hommes et les femmes et il s'engage à financer sur plusieurs années le logement abordable et les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Mais, le déploiement du financement est lent considérant le besoin urgent de mesures vigoureuses pour lutter contre la pauvreté. Aujourd'hui, plus de 1,3 million d'enfants vivent en situation de pauvreté au Canada : soit près d'un enfant sur cinq globalement, et ce pourcentage grimpe à 60 % pour les enfants autochtones inscrits qui vivent dans une réserve. Des mesures importantes et des engagements substantiels sont requis immédiatement pour mettre fin à la pauvreté au pays. L'absence flagrante de financement pour égaliser les dépenses consacrées aux services d'aide à l'enfance et aux services sociaux pour les enfants autochtones dans les réserves est inacceptable dans la foulée des décisions rendues par le Tribunal canadien des droits de la personne. Des mesures de financement plus immédiates seront requises pour que la prochaine Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté s'attaque efficacement aux difficultés auxquelles font face les familles et les enfants vivant en situation de pauvreté un peu partout au pays.

« Le budget comprend de nombreux signaux positifs et nous nous réjouissons du recours à l'analyse comparative entre les sexes pour appuyer les décisions gouvernementales. Nous nous réjouissons également de l'allocation de fonds pour contrer la violence fondée sur le sexe, facteur qui contribue aux taux élevés d'itinérance et de pauvreté au Canada. Vu l'importance cruciale de la petite enfance, on ne peut pas retarder la mise en œuvre de politiques sociales et l'allocation de fonds pour soutenir les familles à faible revenu et leurs enfants. Nous demandons avec instance au gouvernement de prioriser des investissements critiques dans les programmes de sécurité du revenu en indexant immédiatement l'Allocation canadienne pour enfants au lieu d'attendre en 2020 », a dit Anita Khanna, coordonnatrice nationale de Campagne 2000. « Les investissements pour faciliter l'accès à l'éducation postsecondaire des jeunes Autochtones et l'allocation de 3,4 milliards de dollars pour répondre aux priorités des Autochtones sont les bienvenus. Se conformer immédiatement à la décision du Tribunal canadien des droits de la personne ordonnant de corriger les iniquités dans le financement accordé aux enfants autochtones, dont les seuils de pauvreté sont les plus élevés au Canada, est toutefois nécessaire comme acte de justice et de réconciliation ».

Campagne 2000 accueille favorablement le financement à long terme accordé par le gouvernement fédéral à l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. En vertu de ce budget, les provinces et territoires recevront 7 milliards de dollars au cours des dix prochaines années. Cependant, on augmente seulement de 5 millions de dollars le financement pour l'an prochain. Il faut plus de financement à court terme pour répondre aux besoins des familles et leur fournir des services de garde accessibles, abordables et de bonne qualité et pour développer un système de garde d'enfants. « C'est une très bonne chose que le gouvernement fédéral s'implique à nouveau dans les services de garde. Cette implication et l'engagement de financement à long terme sont extrêmement réjouissants. Mais, il doit s'engager à investir beaucoup plus pour améliorer l'accès à des services de garde de qualité et abordables et pour stimuler le taux de participation des femmes au marché du travail », a dit Martha Friendly, directrice générale du Childcare Resource and Research Unit.

Campagne 2000 demande instamment au gouvernement de procéder à une analyse plus approfondie des iniquités de revenu et des iniquités entre les sexes associées au prolongement du congé de maternité et parental à dix-huit mois. « Étendre les prestations de douze à dix-huit mois ne fait rien pour améliorer le sort des mères et des familles à faible revenu. Beaucoup de parents ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi en raison d'un travail précaire, et d'autres n'ont tout simplement pas les moyens de vivre d'un mois à l'autre sur une fraction encore plus petite de leur revenu. Ce changement ne leur profitera d'aucune façon », a dit Anita Khanna.

Les investissements dans le logement de 11,2 milliards de dollars sur onze ans sont bienvenus et importants. L'accès à un logement abordable est un facteur fondamental pour améliorer la vie des familles à faible revenu. Le Budget 2017 alloue aux provinces et aux territoires 3,2 milliards de dollars pour la rénovation de logements sociaux existants, la construction de nouveaux logements ou pour des subventions au loyer; ces sommes seront déployées à compter de 2019-2010. Un Fonds national pour le logement de 5 milliards de dollars a été créé (les versements commencent en 2017). Par ailleurs, 300 millions de dollars seront affectés au logement dans le Nord (à compter de 2018-2019), 225 millions de dollars au logement pour les Autochtones vivant en milieu urbain et rural (à compter de 2018-2019) et 2,1 milliards de dollars pour étendre la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (à compter de 2018-2019). Enfin, 241 millions de dollars ont également été consentis à la recherche dans le domaine du logement (à compter de 2018-2019).

Malheureusement, le Budget 2017 remet jusqu'en 2020 l'indexation à l'inflation de l'Allocation pour enfants, limitant ainsi son pouvoir d'achat puisque le prix des aliments, du logement et des services publics ne cesse d'augmenter. Aussi, le Budget 2017 n'alloue pas de fonds à la Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté pourtant promise. « On ne mentionne à aucun endroit dans le budget la Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté et aucun fonds ne lui est accordé. Est-ce que cela signifie qu'il ne se produira rien en 2017, a demandé Sid Frankel, professeur associé à l'Université du Manitoba. C'est une occasion manquée pour le gouvernement de faire preuve de son engagement à réduire la pauvreté et de sa compréhension du travail sérieux et à long terme exigé pour changer le cours de la pauvreté des enfants et des familles au Canada ».

« Lorsque le Canada investit dans ses enfants, surtout dans la petite enfance, chaque fois, on peut miser sur notre succès. Nous travaillerons ensemble à transformer les signaux positifs du Budget 2017 en de robustes mesures dans le cadre d'une stratégie canadienne de réduction de la pauvreté afin de soutenir les enfants et les familles », a dit Anita Khanna. Campagne 2000 est un réseau pancanadien non partisan de 120 organismes nationaux, provinciaux et communautaires engagés à éliminer la pauvreté des enfants et des familles. Pour plus d'information, se rendre à <http://www.campaign2000.ca>.

-30-

**Pour communiquer avec nous** Anita Khanna, Campagne 2000 : (416) 788-3439 ou (416) 595-9230, poste 250